

# POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

## Transition : gare aux procès d'intention et à la précipitation

Yannick Franz IGOHO  
Libreville/Gabon

**S**ILENCIEUX depuis la prise de pouvoir par le Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI), Alexandre Barro Chambrier, président du Rassemblement pour la patrie et la modernité (RPM), a livré, hier au siège de son parti, son analyse sur l'actuelle Transition politique.

Le candidat à la dernière présidentielle - avant de se rétracter au profit du Professeur Albert Ondo Ossa, candidat consensuel de la Plateforme "Alternance 2023" (PA2023) - de déclarer : "Le RPM a pris acte de la mise en place du

CTRI et est disposé, compte tenu de ses engagements, à l'accompagner. Nous sommes disposés à mettre à disposition des cadres du parti pour l'aider à réussir le processus de Transition." Non sans inviter les populations à demeurer vigilantes pour "éviter de retomber dans les travers du passé". Avant de renchérir : "(...) Nous agirons comme une force de propositions pour alimenter le CTRI de nos analyses et de nos réflexions afin que le modèle politique et institutionnel qui sortira de la Transition permette l'enracinement dans notre pays de la transparence et des autres valeurs démocratiques."

Interrogé sur les récentes saisies (Ndlr : chiffrées officiellement à des centaines de milliards de

FCFA) et les réelles intentions des hommes de Brice Clotaire Oligui Nguema, leader du CTRI, la tête de file du RPM invite à ne pas céder aux conclusions hâtives et autres procès d'intention. Pour lui la "remise du pays sur les bons rails" telle que souhaitée par les militaires nécessite un certain temps, mais surtout la bonne foi et la collaboration de toutes les franges de la société.

"Nous pensons que les militaires sont confrontés aujourd'hui à une réalité : celle d'assainir les mœurs et les comportements dans la gestion. Il est tout à fait normal qu'ils puissent traquer tous ceux qui ont, d'une manière ou d'une autre, détourné les ressources publiques...", a déclaré Barro Chambrier.



Photo: DR

**Alexandre Barro Chambrier commentant les derniers événements politiques.**

## Police nationale : Hermann Immongault sensibilise la troupe

Hans NDONG MEBALE  
Libreville/Gabon

LE ministre délégué à la présidence, chargé de l'Intérieur et de la Sécurité, Hermann Immongault, a rencontré hier, au Camp des Forces de police d'intervention (Fopi), les agents des Forces de police nationale (FPN). Cette prise de contact avec les troupes chargées d'assurer la sécurité des personnes et des biens sur toute l'étendue du territoire national, a permis au membre du gouvernement de la Transition de faire connaissance avec ce corps sous tutelle.

En présence du commandement en chef des Forces de police nationale (FPN), le général de division Serge Hervé Ngoma, cette rencontre a surtout été l'occasion pour Hermann Immongault de dévoiler la feuille de route du Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI). "Mon adresse de ce jour, a dit le membre du gouvernement, s'inscrit assurément dans ce mouvement d'ensemble qui voit nos Forces de défense et de sécurité jouer un rôle encore plus



Photo: DR

**Une vue des officiels hier à la FOPI en présence du membre du gouvernement**

central dans la Transition que notre pays entame. Partie intégrante de ce processus, les Forces de police nationale que vous êtes portez un fardeau encore plus lourd, encore plus noble. Oui, porter les insignes des Forces de police nationale est un immense honneur, mais plus encore une formidable responsabilité. Les directives du chef de l'État sont claires. Il faut une police qui soit davantage de proximité, en contact avec la population, qui rassure, qui dissuade et à visage plus humain. Soyez présents, le

plus près possible de nos concitoyens."

Et Hermann Immongault d'ajouter : "Le chef de l'État attend de vous que vous ayez constamment le souci de la victime et de la déontologie. Ne vous excusez pas de faire appliquer la loi, mais veillez à ne jamais porter atteinte à son texte ou à son esprit."

Aussi, après la phase liée au rassemblement général, le membre du gouvernement a pris part à la présentation du plan stratégique des Forces de police nationale pour la période 2024-2026.

## Commonwealth : suspension de principe du Gabon pendant deux ans



Photo: DR

**La secrétaire générale du Commonwealth, Patricia Scotland, lors de son récent séjour à Libreville.**

J.KOMBILE MOUSSAVOU  
Libreville/Gabon

À la suite des organisations sous-régionales et continentales, le 63e Groupe d'action ministérielle du Commonwealth (CMAG), réuni récemment en marge des travaux de la 78e session de l'Assemblée générale des Nations unies qui se tiennent actuellement à New York, a décidé de la suspension partielle du Gabon de cette organisation intergouvernementale pendant deux ans. Organisation à laquelle avait officiellement adhéré, on s'en souvient, notre pays en juin 2022 à Kigali au Rwanda. Cette suspension est consécutive à la prise effective du pouvoir par le Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI) le 30 août dernier. Elle s'inscrit, pour ainsi

dire, dans le prolongement des principes énoncés et défendus par le Commonwealth. "Conformément aux étapes énoncées dans le programme d'action du Commonwealth de Millbrook sur la Déclaration de Harare, les ministres ont décidé de suspendre partiellement le Gabon du Commonwealth en attendant le rétablissement de la démocratie", peut-on lire dans le communiqué final.

Pour autant, le Groupe d'action ministérielle a exhorté la secrétaire générale du Commonwealth, Patricia Scotland, à poursuivre sa mission de bons offices auprès du Gabon, en maintenant son assistance technique en vue d'un retour à la normale. Une mission qu'elle avait entamée au début de ce mois en se rendant à Libreville où elle avait rencontré les autorités du CTRI.